

La place de l'histoire nationale

Julien Massicotte, Université de Moncton

Les débats sur les usages de l'histoire – son enseignement, sa présence dans le discours public – sont devenus choses courantes. À chaque deux ou trois ans, un nouveau débat éclate sur la place publique et agite la communauté historienne. S'agit-il d'un retour des *History wars*, comme le suggérait récemment Thomas Peace sur le site d'[Active History](#)?

Histoire nationale, histoire sociale

Le débat a officiellement été lancé au début du mois d'octobre par Éric Bédard, un historien connu et reconnu pour sa réflexion sur le sort de l'histoire comme discipline au Québec, ainsi que pour ses prises de position sur la place publique. Cette fois, le débat tourne autour de la place qu'occupe l'histoire politique et nationale au sein des universités québécoises, tant au niveau du cursus universitaire que des intérêts de recherche des historiens. Bédard et Myriam D'Arcy lançaient le 3 octobre dernier une étude commandée par la Fondation Lionel-Groulx s'intitulant « [L'histoire nationale négligée](#) ».

Le document, d'une trentaine de pages, part du constat de négligence évoqué dans le titre de l'étude. « L'offre de cours des départements d'histoire québécois néglige les grands événements de notre histoire nationale. Nos départements francophones ne disposent d'aucun spécialiste de la guerre de la Conquête, des Rébellions de 1837 ou de l'histoire constitutionnelle du Québec » (Bédard et D'Arcy, *L'histoire nationale négligée*, p.5.) La suite des choses s'articule autour de l'opposition que perçoivent les auteurs entre l'histoire nationale et l'histoire sociale. On illustre la place qu'occupe l'histoire sociale en scrutant la formation des enseignants d'histoire au secondaire, les cours offerts par les départements d'histoire dans les universités québécoises, la recherche faite par les professeurs de ces universités, les chaires du Canada en histoire et la nature des recherches sous leurs tutelles, la recherche faite par les étudiants des seconds et troisièmes cycles. Une des explications livrées au phénomène est le changement de génération au sein de la communauté historienne; avec la mise à la retraite de plusieurs professeurs disparaît l'intérêt pour des thèmes liés à l'histoire nationale, au profit de thèmes liés, selon les auteurs, davantage à l'histoire sociale.

D'autres historiens ont poursuivi la réflexion et le débat en donnant leur aval à la position de Bédard et D'Arcy. Dans le premier texte publié dans les journaux abordant le contenu du rapport, « [L'histoire du Québec délaissée par les universités](#) », l'historien Robert Comeau, intervenant à titre de porte-parole de la [Coalition pour l'histoire du Québec](#), souligne que les étudiants universitaires n'ont pas une formation suffisante en histoire du Québec. Il renforce la dichotomie contenue dans le rapport entre histoire politique et nationale, et histoire sociale. « La majorité n'ont que deux à quatre cours à l'université sur l'histoire du Québec. C'est insuffisant! », dira Comeau.

Frédéric Bastien, historien au Collège Dawson, prendra également la défense de la thèse de Bédard et D'Arcy en reprenant le thème de l'histoire sociale contre l'histoire nationale, dans le texte « [Livres d'histoire : les Québécois méritent mieux](#) ». Il renforce l'idée que ces catégories sont mutuellement exclusives; impossible, selon Bastien, d'aborder la question nationale par le prisme de l'histoire sociale, et vice-versa. L'histoire nationale n'est pas privilégiée par les organismes subventionnaires, alors que les tenants de l'histoire sociale reçoivent de grasses subventions de recherche. Un courant étroit, selon Bastien, que celui de l'histoire sociale, trop spécifique et spécialisé dans le choix de ses objets. Bastien en ajoute en affirmant que cette histoire n'intéresse personne, utilisant les statistiques de ventes de livres comme preuve à l'appui. L'histoire n'a d'autre vocation que civique, dira Bastien : « L'histoire fait partie de la culture et n'a d'autre utilité que de rendre les citoyens meilleurs parce qu'ils connaissent leur passé. Elle doit donc être diffusée au sein du plus grand nombre, exactement le contraire de ce que fait l'histoire académique. Franchement, les Québécois méritent plus pour leur argent. »

La réaction ne se fit pas attendre. L'historien de l'Université Laval, Donald Fyson, a réagi dans un texte publié le 7 octobre dans *le Devoir*, « [Une vision polémiste sur l'histoire enseignée](#) ». Il relativise le constat porté par Bédard et D'Arcy sur l'enseignement de l'histoire nationale à l'université, tout en affirmant être d'accord avec les lacunes dans la formation des futurs enseignants en histoire. Fyson remet en question l'assertion que l'histoire nationale et sociale constitue deux champs complètement et mutuellement exclusifs, en se servant de son propre parcours en tant que professeur et chercheur.

Denyse Baillargeon, historienne à l'Université de Montréal, remet également en question les constats de Bédard et de D'Arcy, dans son texte publié le 14 octobre (« [Le soi-disant déclin de l'histoire nationale au Québec](#) »). Il s'agit selon elle d'un constat « alarmiste » qui repose sur des simplifications :

En réalité, l'histoire sociale, l'histoire nationale et l'histoire politique se sont très nettement rapprochées au cours des dernières décennies, au point où il est maintenant devenu très difficile de classer, avec la belle assurance dont fait preuve ce rapport, la recherche qui se fait et s'écrit uniquement à partir d'un titre. S'il est vrai que durant un temps, l'histoire sociale ne s'est guère préoccupée des questions politiques ou nationales, tout comme l'histoire politique et nationale avaient, avant elle, fait fi du social, on assiste présentement à une imbrication de ces différents champs de l'histoire qui, loin d'appauvrir les connaissances comme le sous-entend Bédard, vient au contraire les enrichir et permettre de mieux comprendre le passé.

Baillargeon affirme ne pas être particulièrement épris de l'histoire nationale et politique, mais affirme que les conclusions et constats découlant des recherches en histoire sociale peuvent quand même servir à nourrir et informer le champ de l'histoire nationale. En fait, l'histoire sociale, dans son examen d'une histoire non élitiste, a le potentiel d'offrir une version alternative de l'histoire nationale. « L'histoire sociale et culturelle (...) contribue à élargir le champ de l'histoire politique et nationale en les ouvrant à d'autres préoccupations », dit-elle.

Cette perspective et cette défense de l'histoire sociale menée par Denyse Baillargeon seront contestées par Frédéric Bastien. Il rétorque dans « [L'histoire élitiste des historiens universitaires](#) » : « La soi-disant histoire populaire d'historiens comme Denyse Baillargeon

est en fait une histoire élitiste. Celle d'une petite minorité d'académiciens disant s'intéresser au peuple, mais qui en réalité n'écrit que pour elle-même ».

L'historien Marc Simard, dans son texte « [La mythistoire nationaliste : une vision réductionniste](#) », conteste également une partie du rapport Bédard-D'Arcy. Il est essentiellement d'accord avec la position des auteurs du rapport concernant les lacunes dans la formation des maîtres en histoire, mais peu avec le portrait fait de la discipline historique. Cette segmentation de la discipline en histoire sociale, histoire politique ou nationale est selon lui une vision qui date du XIX^e siècle. Cette perception un peu archaïque de l'histoire ne peut être justifiée, selon l'auteur, et c'est également le point de vue de Denyse Baillargeon, que par le programme indépendantiste des auteurs du rapport.

Histoire politique, histoire nationale

À cet effet, le texte publié dans l'édition du 20 octobre du *Devoir* par le professeur de l'Université Laval Jocelyn Létourneau, « [La réplique : l'enseignement de l'histoire – un rapport gênant](#) », consacre l'essentiel de ses efforts à souligner l'orientation idéologique du débat. Il se positionne clairement en affirmant que les conclusions du rapport sont erronées : « rien ne permet de croire que les enseignants d'aujourd'hui, en classe, sont moins compétents que ceux d'hier; que les jeunes ont des visions fortes de l'expérience historique québécoise; et que les étudiants à la maîtrise et au doctorat trouvent amplement manière de poursuivre leurs travaux en histoire politique québécoise ». L'histoire nationale demeure, selon Létourneau, le paradigme dominant de l'historiographie québécoise actuelle, et non pas une perspective en voie de disparition. Au-delà de la prise de position de Létourneau concernant le rapport, c'est le versant idéologique de l'affaire qui l'intéresse : il voit dans cet appel pour plus de place à l'histoire politique/nationale l'expression cachée d'une « filière souverainiste » qu'il dévoile par la suite au grand jour à coup de *name dropping*. Dès le départ, la réflexion proposée dans le rapport est discréditée par le fait que ce document est une publication de la Fondation Lionel-Groulx, une organisation souverainiste, tout comme le comité consultatif de la Fondation, dont les membres font également partie de la [Coalition pour l'histoire](#), organisme critique du nouveau programme d'histoire, et ainsi de suite.

Plusieurs ont réagi au texte de Létourneau, dont Jacques Beauchemin, dans son texte du 25 octobre, publié également dans *Le Devoir*, « [Nécessaire défense de l'histoire nationale](#) », qui décrit la démarche de Létourneau comme étant une forme de « populisme intellectuel », tout en défendant la nécessité de l'histoire politique et de l'histoire nationale :

Si l'histoire politique est si nécessaire, si elle doit être défendue, ce n'est pas tant parce qu'il faudrait défendre la nation en engageant une croisade pour elle, mais parce qu'elle seule parle du commun, de ce qui confère un sens au parcours collectif par-delà le bruit des intérêts et des conflits, parce qu'elle seule est capable d'inscrire dans la durée notre présence au monde en lui conférant un sens.

Martin Lavallée, étudiant en histoire à l'UQÀM, dans son texte « [L'histoire nationale à l'université](#) », parle quant à lui d'une « inquisition » contre les indépendantistes; la défense de l'histoire nationale n'est pas de l'idéologie nationaliste, « redonner la place qui lui revient à l'histoire nationale au sein de nos universités réside dans le besoin de tenir compte de toutes les tendances et de tous les intérêts qui composent la discipline historique actuelle ».

Pierre Graveline, directeur de la [Fondation Lionel Groulx](#), considère la thèse de Létourneau « ridicule », « caricaturale », et relevant d'une « théorie du complot ». Il parle même de malhonnêteté intellectuelle. Graveline, comme Lavallée plus haut, souligne les « positions fédéralistes » de Létourneau, qui ont une influence sur la teneur des propos tenus par cet historien (voir l'article de Graveline, « [La ridicule «théorie du complot» du professeur Létourneau](#) »). Yves Tremblay, historien au ministère national de la défense, considère par ailleurs, et il n'est pas le seul, que de désigner l'historien Robert Comeau d'« ex-felquiste », comme le fait Létourneau dans son texte, est un « geste ignoble ». Les articles qui abordent le texte de Létourneau rejettent unanimement son utilisation de l'argument *ad hominem*. Yves Tremblay défend par ailleurs l'histoire politique, à partir de sa propre position plutôt proche de l'histoire sociale : « Je n'ai jamais pratiqué l'histoire politique. J'ai été formé à l'histoire sociale. Je crois pourtant que l'histoire politique nationale est à maîtriser dès le secondaire. (...) J'irai jusqu'à dire que la qualité de l'enseignement en histoire politique favorise l'exhaustivité, l'impartialité et l'intérêt de tous les travaux de recherche, de l'histoire des femmes à celle de l'environnement en passant par des dizaines d'autres domaines tout aussi intéressants. » (« [Lettre ouverte au professeur Létourneau - Un rapport éclairant](#) »).

Le débat s'est amorcé sur la question de la place trop restreinte de l'histoire nationale, pour ensuite passer par les différences entre l'histoire sociale et politique, puis terminer sa course au pied de l'incroyable question nationale. Le ton et le contenu de l'article de Létourneau ont fait dévier le débat des questions importantes que posait le rapport Bédard-D'Arcy au départ, à savoir la place de l'histoire politique/nationale dans le monde universitaire. Une question qui peut être posée par quiconque, souverainiste comme fédéraliste.